

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 QUIMPER

QUIMPER, le **20 OCT. 2023**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALORG ELORN sarl

Leslem Bras
29400 Saint-Servais

Références : ENV-D-23-0443
Code AIOT : 0005520613

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2023 dans l'établissement VALORG ELORN sarl implanté Leslem Bras Prat Lédan à Saint-Servais (29400). L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALORG ELORN sarl (St Servais)
- Leslem Bras Prat Lédan 29400 Saint-Servais
- Code AIOT : 0005520613
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VALORG-ELORN, implantée au lieu-dit Prat-Lédan à SAINT-SERVAIS, est autorisée à y exploiter une usine de compostage de boues de station d'épuration, lisiers de porc et déchets verts.

Cet établissement est actuellement réglementé par l'arrêté préfectoral n° 34-2007AE du 27 avril 2007, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 26-2017AE du 23 mars 2017, pris sur la base du rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 janvier 2017.

Une inspection réalisée le 20 mai 2020 sur le site avait conduit l'inspection à proposer d'engager une procédure de mise en demeure qui n'a pas abouti. L'inspection 2023 visait à examiner les éventuelles mesures correctives déployées par l'exploitant depuis 2020 et à défaut, relancer la procédure de régularisation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Dispositions générales | Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |
| 2 | Prévention des nuisances et des risques d'accident | Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |
| 5 | Traitement des émissions gazeuses | Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 6, article 1 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 4 | Autosurveillance mensuelle des rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 5, Article 8 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 3 | Prévention des nuisances et des risques d'accident | Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 28 | / | Sans objet |
| 6 | Mesure de bruit | Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 8, article 4 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats établis montrent que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures correctives attendues depuis 2020. Dès lors des écarts majeurs perdurent.

Ont notamment été relevés :

- l'absence de traçabilité rigoureuse, reposant notamment sur l'absence d'identification des lots,
- l'absence de mesure de la qualité des eaux rejetées,
- l'absence de dispositif de traitement des gaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion par lots |
| Prescription contrôlée : L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit. |
| Constats : Les matières travaillées sur le site sont gérées en fonction de leur emplacement et du stade de production. Ainsi, un côté du bâtiment est dédiée au process de compostage par mélange de boues de step, de lisiers et de déchets verts structurants. Cette phase est stimulée par une ventilation forcée depuis le sol, ce qui évite de devoir trop souvent retourner les tas (et donc limite les envols et odeurs). L'autre côté du bâtiment est dédié à la maturation du compost. L'entreposage des déchets et matières entrantes se fait donc de manière séparée de celui des composts. Toutefois, le 28 mai 2020, l'inspecteur des IC notait l'absence d'affichage en pied d'andains permettant de repérer ces derniers, suivre les lots et faire ainsi le lien entre la gestion informatisée et les tas physiques. Le 26 septembre 2023, l'inspection a noté que la situation n'avait pas évolué et que les différentes aires n'étaient toujours pas identifiées. De plus, l'examen des fiches de suivi des lots a montré plusieurs erreurs et/ou imprécisions. Par exemple, des fiches relatives à un même lot montraient des changements dans la numérotation de celui-ci. Une même cellule abrite plusieurs tas de compost dont les bases se rejoignent et se mélangent largement. Ces constats, cumulés à l'absence d'identification physique des tas ne permettent pas de garantir une traçabilité rigoureuse telle qu'exigée ci-dessus. Enfin, toute la zone d'entreposage et travail des andains est couverte, ce qui limite fortement la propagation des odeurs. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 2 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 22 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux |
| Prescription contrôlée : Les effluents recueillis sont recyclés dans l'installation pour l'arrosage ou l'humidification des andains lorsque c'est nécessaire. A défaut, et lorsqu'ils ne font pas l'objet d'un épandage, ils sont traités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- les eaux de toiture peuvent être directement rejetées dans le milieu naturel sous réserve du respect des valeurs définies à l'annexe II. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée périodiquement par l'exploitant ;- les autres eaux pluviales qui ne sont pas entrées en contact avec les déchets ou avec le compost peuvent être rejetées dans le milieu naturel au moins après passage dans un décanteur-déshuileur, ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe. La conformité des eaux rejetées aux objectifs de qualité du cours d'eau récepteur ou aux normes de rejet définies à l'annexe II est vérifiée par l'exploitant à une fréquence au moins semestrielle ;- les eaux résiduaires et pluviales polluées sont dirigées vers un bassin de rétention, dont la capacité est dimensionnée en fonction de l'étude d'impact. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées, le cas échéant après traitement, que si elles respectent a minima les valeurs limites définies à l'annexe II. L'arrêté d'autorisation fixe la fréquence à laquelle l'exploitant effectue la surveillance de la qualité de ces rejets. |
| Constats : La totalité de la surface du site sur laquelle sont entreposés et travaillés les andains de matières à traiter est couverte. De ce fait, aucune eau météorique n'est susceptible d'entrer en contact avec les matières à composter et les composts. Les jus issus des matières en cours de traitement sont récupérés gravitairement et orientés vers une fosse étanche située à l'extérieur. Ils sont ensuite pompés dans cette fosse et servent à l'humidification des andains. ils sont donc recyclés comme prévu par la prescription ci-dessus. Les eaux pluviales de toiture sont recueillies dans un grand bassin étanche situé en aval du site qui sert également de réserve incendie. En cas de trop-plein, elles rejoignent une lagune d'infiltration située en aval. Ces eaux ont préalablement transité par un débourbeur séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin. Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des résultats d'analyse périodique attestant de la conformité des rejets aux objectifs de qualité du milieu. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 3 : Prévention des nuisances et des risques d'accident

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 28 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit |
| Prescription contrôlée : Les dispositions des articles 47 et 48 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en matière d'émissions sonores et de vibrations mécaniques sont applicables aux installations visées à l'article 1er du présent arrêté. |
| Constats : L'exploitant a présenté les résultats de sa dernière campagne de mesures de bruit en date du 12 avril 2022. Ces résultats montrent une situation conforme sans dépassement des limites réglementaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Autosurveillance mensuelle des rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 5, Article 8 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure une autosurveillance mensuelle des rejets dans le milieu naturel. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Il prend le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. |
| Constats : A ce jour, l'exploitant n'effectue pas ce suivi mensuel de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel. Toutefois il est utile de préciser que cette prescription figure dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2017 et que, depuis 2018, la totalité des aires d'entreposage, manipulation, fermentation et maturation des matières traitées a été entièrement couverte. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Traitement des émissions gazeuses

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 6, article 1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Traitement de l'air |
| Prescription contrôlée : La mise en œuvre du traitement des émissions gazeuses de l'installation doit être réalisée dans un délai maximum de 4 mois. |
| Constats : Le site n'est pas équipé de dispositif de traitement des émissions gazeuses. L'exploitant considère qu'une telle installation est inutile, mais il n'a pour autant jamais transmis d'élément visant à expliquer cette position et/ou demander la modification de l'article sus-cité. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Mesure de bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article TITRE 8, article 4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores |
| Prescription contrôlée : Une mesure de bruit de l'installation doit être effectuée, dès la mise en service du traitement des émissions gazeuses et au plus tard dans les 30 jours qui suivent. |
| Constats : Le traitement des émissions gazeuses n'a pas été construit, toutefois une campagne de mesure de bruit de l'installation a été réalisée le 12 avril 2022. Elle conclut à une situation conforme sans dépassement des limites réglementaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

ANNEXE : photographies prises sur site le 26 septembre 2023



Photo 1 : aperçu du bâtiment principal



Photo 2 : andains de compost en maturation, non identifiés qui se mélangent à leurs bases



Photo 3 : bassin de collecte de eaux de toiture (réserve incendie)



Photo 4 : fosse étanche de collecte des jus réutilisés pour humidifier les andains (circuit fermé)

République Française

**ARRÊTÉ N° [REDACTED] DU [REDACTED] PORTANT MISE EN DEMEURE
DE RÉGULARISER LA SITUATION (L. 171-7) ET DE RESPECTER UNE PRESCRIPTION (L. 171-8)
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**VALORG-ELORN – Usine de compostage –
lieu-dit Prat-Lédan - SAINT-SERVAIS**

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R.543-186 ;
- VU** le décret 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 34-2007AE du 27 avril 2007 autorisant la SARL VALORG ELORN à agrandir une unité de compostage située au lieu-dit *Prat-Lédan* en SAINT-SERVAIS ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 26/2017AE du 23 mars 2017 imposant la réalisation d'aménagements à la station de compostage exploitée par la SARL VALORG ELORN située au lieu-dit *Prat-Lédan* en SAINT-SERVAIS ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du xxx septembre 2023 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du [REDACTED] 2023 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;
- VU** la réponse de l'exploitant en date du [REDACTED] ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de l'usine de compostage VALORG-ELORN, lieu-dit *Prat-Lédan* à SAINT-SERVAIS, le 26 septembre 2023, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté, notamment, les faits suivants :

- absence d'affichage en pied d'andain de fermentation/maturation permettant la gestion par lot et la traçabilité des produits destinés à un retour au sol ;
- plusieurs erreurs/manques au sein des fiches de suivi des lots ;
- absence d'analyse de la qualité des eaux rejetées de moins de 5 ans ;
- absence de traitement des émissions gazeuses ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions suivantes :

- article 8 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 relatif à la gestion par lots ;
- article 22 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 et article 8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 relatif à la surveillance des rejets d'eau dans le milieu naturel ;
- article 1 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 relatif au traitement des émissions gazeuses ;

CONSIDÉRANT que ces manquements avaient déjà été constatés par l'inspection de l'environnement le 20 mai 2020 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, en ayant été informé par courrier du 28 juillet 2020, n'a pas procédé depuis cette date, aux mesures correctives attendues ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'Environnement en mettant en demeure VALORG-ELORN de respecter les prescriptions suivantes :

- article 8 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié ;
- articles 22 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié et 8 du titre 5 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 relatif à la surveillance de la pollution rejetée ;
- article 1 du titre 6 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 relatif au traitement des émissions gazeuses ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du FINISTÈRE,

ARRETE

Article 1 – La SARL VALORG ELORN est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles :

- 8 et 28 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié relatif aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2780,
- 8.4 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2006 relatif aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2260,
- 1 du titre 6, 8 du titre 5 et 4 du titre 8 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2017 ;

sous un délai de 3 mois.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - Le présent arrêté sera notifié à Brest-Métropole et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le maire de SAINT-SERVAIS,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.